

Allocution de Claire Nouvian  
Table ronde “Développement durable en mer Méditerranée”  
Visite officielle du Président Nicolas Sarkozy à la Principauté de Monaco  
Vendredi 25 avril 2008



Monseigneur, Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs,

Je partirai d'un constat aujourd'hui unanime, en reprenant les mots du professeur Daniel Pauly :  
« Nous avons déclaré la guerre aux poissons et nous l'avons gagnée ».

Nous disposons d'un capital alimentaire, le seul qui ne demande pas de travail, mais seulement un prélèvement raisonné. Nous avons collectivement échoué à gérer ce capital. La solution de l'aquaculture ne fait souvent que reporter la pression sur d'autres espèces destinées à nourrir les prédateurs qu'il nous plaît de consommer ; il faudrait 4 kilos de poissons sauvages pour produire un kilo de saumon d'élevage, le ratio s'élevant à 10 pour un dans le cas des thons d'élevage.

On a longtemps pensé les océans comme une manne inépuisable dont le rendement suivrait de façon linéaire les efforts de capture déployés. Or ces schémas simples étaient faux : la linéarité de nos modèles mathématiques est étrangère à la nature. Il arrive qu'on atteigne des seuils de cassure, que des populations décrochent numériquement, et cela de façon irréversible.

C'est sans doute le cas des thons rouges, et de 42% d'espèces de requins de Méditerranée, menacées d'extinction.

Alors même que les politiques de gouvernance publique se sont jusqu'à présent montrées inefficaces, nous en avons plus que jamais besoin, surtout si nous refusons que la régulation des pêcheries se fasse par la fatalité de la logique économique : lorsque le prix du carburant est trop élevé ou qu'une pêcherie n'est plus rentable.

Je tiens absolument à insister sur un point précis : nous disposons dans la plupart des cas, des outils de gouvernance : les lois, les structures juridiques, les lignes de conduite pour une pêcherie responsable, les chartes éthiques, tout cela existe déjà et ne demande qu'à être traduit et appliqué localement.

Invoquer le manque de cadre légal, au même titre qu'invoquer le manque de données scientifiques pour justifier l'inaction, n'est plus recevable.

Ce qui fait défaut, c'est la volonté politique. Les aires marines protégées sont à ce titre exemplaires. Aujourd'hui, seulement 0,01% de la Méditerranée est entièrement protégé.

Cela ne représente qu'une surface de 268 km<sup>2</sup> !

A titre comparatif, 33% de la Grande Barrière de Corail en Australie sont fermés à la pêche.

C'est le ratio fixé par les scientifiques pour que les parcs marins remplissent à l'avenir la fonction de « fenêtres sur le passé », et servent de pépinières du vivant permettant le maintien des écosystèmes.

Lorsqu'on prend la mesure des changements à opérer à court terme, on comprend que ce n'est qu'avec une économie et une dynamique de guerre que nous pourrons relever les défis et sortir de l'impasse. Reste à la sphère politique de saisir que sa mission a profondément changé de nature : il ne s'agit plus de penser la réforme ou de promettre des jours meilleurs à l'humanité, mais d'éviter la catastrophe.

C'est une période extraordinaire, sans précédent, qui nécessite le déploiement de volontés exceptionnelles, qui permet l'émergence de figures historiques, capables de s'extraire du temps politique ancré dans l'immédiateté.

Permettez-moi de conclure par une phrase empruntée au biologiste américain Edward Wilson :  
« L'humanité ne se définit pas par ce qu'elle crée, mais par ce qu'elle choisit de ne pas détruire ».

Merci de votre attention,

Claire Nouvian

Le 25 avril 2008